

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 JUIN 1921.

Projet de loi établissant des décimes additionnels sur les amendes pénales ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA JUSTICE ET DE LA LÉGIS-
LATION CIVILE ET CRIMINELLE (2), PAR M. PIRARD.

MESSIEURS,

Le projet de loi dont le rapport nous est confié a pour objet de conserver aux peines pécuniaires leur vertu répressive en les proportionnant plus adéquatement aux ressources actuelles des justiciables.

Il porte dans son article premier, que les amendes prévues par le Code Pénal et par les lois et règlements particuliers seront majorées de 20 décimes sans que cette majoration modifie le caractère juridique de ces peines.

Il résulte implicitement de ces derniers termes que le montant de l'amende tel que les tribunaux les chiffreront en application de la loi nouvelle restera sans influence sur la qualification de l'infraction, contravention, délit ou crime.

Il s'ensuit logiquement que les délais de prescription de l'action publique et des peines prononcées resteront déterminées d'après le montant des amendes prévues par les lois pénales actuellement en vigueur.

D'autre part, ce sera toujours d'après les maxima des amendes prévues par ces lois que se déterminera la compétence des Tribunaux appelés à connaître des diverses catégories d'infractions.

(1) Projet de loi, n° 168.

(2) La Commission permanente de la Justice et de la Législation civile et criminelle présidée par M. Brunet, est composée de MM. Begerem, Colleaux, Crick, De Bue, Dejardin, de Selys Longchamps, Drèze, Lebeau, Mabille, Neven, Pirard (Henri), Poncelet, Soudan, Tschoffen et Van Dievoet.

Enfin, les peines d'emprisonnement subsidiaires ne subiront aucune majoration de durée et, malgré l'augmentation du chiffre des peines pécuniaires, se limiteront toujours aux maxima adoptés actuellement pour ces peines sans qu'il doit être tenu compte de leur majoration.

La Commission s'est demandé si l'augmentation du montant de l'amende devait s'opérer de plein droit c'est-à-dire si, les Tribunaux appliquant simplement les pénalités actuellement en vigueur, l'administration des finances pourrait, d'office, majorer ces pénalités de vingt décimes et réclamer au justiciable le paiement de l'amende ainsi majorée. Après examen, elle a jugé que ce système présentait un sérieux inconvénient. Le justiciable condamné à une peine relativement légère et ignorant la majoration dont celle-ci sera l'objet ne prendrait de dispositions que pour se libérer de l'amende prononcée à l'audience et lorsque l'Administration des Finances lui réclamerait le paiement d'une amende triple, pris au dépourvu, il se trouverait souvent dans l'impossibilité de payer. Pour prévenir de telles situations, la Commission estime qu'il y a lieu d'amender le texte de l'article premier du projet en insérant, à la suite du premier alinéa, un alinéa 2 portant que les Cours et Tribunaux devront, dans leurs arrêts ou jugements, constater que par application de la présente loi, l'amende prononcée à charge du prévenu, en vertu du Code Pénal, de la loi spéciale ou des règlements est majorée de 20 décimes et portée dès lors à tel chiffre qui résulte de cette majoration.

Dans l'hypothèse où les tribunaux négligeraient de prononcer cette majoration et s'en tiendraient aux amendes actuellement prévues par la loi pénale, l'Administration des Finances ne pourrait réclamer au justiciable que l'amende prononcée. Cette éventualité ne se présentera d'ailleurs que rarement. Elle ne pourrait être que le résultat d'un oubli, peu probable d'ailleurs. Et le plus souvent, l'appel du Ministère public permettra à la juridiction d'appel de réformer le jugement en prononçant la majoration légale.

L'article 2 du projet soustrait au régime des majorations :

1° Les amendes pénales, prononcées du chef d'infractions commises avant la mise en vigueur de la présente loi. C'est une application de l'alinéa 2 de l'article 2 du Code Pénal décidant que « si la peine établie au temps du jugement diffère de celle qui était portée au temps de l'infraction, la peine la moins forte sera appliquée ». C'est là un principe d'équité que les auteurs du projet et la Section centrale croient devoir respecter, bien qu'en réalité il n'y ait pas, à proprement parler, dans le cas présent, majoration de la peine ;

2° Un certain nombre de lois récentes qui ont tenu compte de la situation actuelle dans l'établissement des amendes que leurs textes prononçaient.

Un membre de la Commission se demandait si le régime des majorations devait s'appliquer aux amendes de caractère à la fois pénal et fiscal établies par la loi en matière douanière. La Commission, pour dissiper tout doute à cet égard, a estimé devoir s'en référer à MM. les Ministres de la Justice et des Finances, auteurs du projet, qui, consultés l'un et l'autre, ont déclaré que, dans leur pensée, ces amendes ne devraient pas subir l'application de la loi nouvelle et dès lors n'étaient pas sujettes à majoration. La Commission s'est ralliée à leur avis.

La Section a cru devoir, aussi, sur l'observation présentée par un de ses membres, envisager la question que pourrait soulever, en présence de la loi nou-

velle, l'application de l'article 172 du Code Forestier. Ce texte porte que « dans tous les cas prévus au présent titre, les dommages-intérêts ne pourront, y compris la valeur des objets restitués en nature, être inférieurs à l'amende simple prononcée par le jugement ». En sera-t-il de même à l'avenir? Les dommages-intérêts devront-ils dorénavant, être majorés de vingt décimes comme l'amende? ou bien leur montant minimum restera-t-il égal aux minima des pénalités actuellement établies par le code? La Section estime que le minimum de ces dommages-intérêts ne doit pas être modifié.

L'examen du projet présenté par le Gouvernement n'a pas donné lieu à d'autres observations.

Le Rapporteur,

L. PIRARD.

Le Président,

E. BRUNET.

AMENDEMENT
PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE.

ARTICLE PREMIER.

Insérer, après le premier alinéa de l'article 1^{er} du projet, un alinéa conçu comme suit :

Les cours et tribunaux constateront, dans leurs arrêts ou jugements, que, par application de la présente loi, l'amende prononcée à charge du prévenu, en application du Code pénal, de la loi spéciale ou des règlements particuliers, est majorée de vingt décimes, en indiquant le chiffre qui résulte de cette majoration.

AMENDEMENT VOORGESTELD DOOR
DE MIDDENAFDEELING.

EERSTE ARTIKEL.

Na lid 1 van artikel 1 van het ontwerp, een tweede lid toe te voegen, luidende :

De hoven en rechtbanken stellen in hunne arresten of vonnissen vast dat de geldboete, ten laste van den betichte uitgesproken bij toepassing van het Strafwetboek, van de bijzondere wet of van de bijzondere reglementen, met twintig opdecimen is verhoogd bij toepassing dezer wet; tevens wordt het uit die verhooging voortvloeiende cijfer vermeld.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 JUNI 1921.

Wetsontwerp

tot vestigiging van opdecimen op de strafrechtelijke
geldboeten ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE EN VOOR DE BURGER-
EN STRAFRECHTELIJKE WETTEN (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PIRARD.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, waarover wij gelast zijn u verslag uit te brengen, heeft ten doel, de betèugelende kracht der geldboeten te behouden door het bedrag daarvan in betere verhouding tot de huidige geldmiddelen der rechtsonderhoorigen te bepalen.

Het eerste artikel bepaalt dat de geldboeten voorzien bij het Strafwetboek, alsmede bij de bijzondere wetten en reglementen, worden verhoogd met 20 decimen, zonder dat de rechtsaard dier straffen door die verhoging gewijzigd wordt.

Uit deze laatste bewoordingen blijkt stilzwijgend dat het bedrag der geldboete, zooals dit door de rechtbanken zal berekend worden bij toepassing van de nieuwe wet, geen invloed hebben zal op de begripsomschrijving van het misdrijf, van de overtreding, van het wanbedrijf of van de misdaad.

Daaruit volgt logischerwijze dat de verjaringstermijnen der openbare vordering en der uitgesproken straffen zullen bepaald blijven naar het bedrag der geldboeten voorzien bij de thans van kracht zijnde strafwetten.

Anderzijds zal de bevoegdheid der Rechtbanken, die moeten kennis nemen van die verschillende soorten van misdrijven, steeds bepaald worden naar het maximum der bij die wetten voorziene geldboeten.

(1) Wetsontwerp, n^o 168.

(2) De Bestendige Commissie voor Justitie en de Burger- en Strafrechtelijke Wetten, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit de heeren Begerem, Colleaux, Crick, De Bue, Dejardin, de Selys Longchamps, Drèze, Lebeau, Mabille, Neven, Pirard (H.), Poncelet, Soudán, Tschoffen en Van Dievoet.

Eindelijk zal de duur der subsidiaire gevangenisstraffen niet verlengd worden; niettegenstaande de verhooging van het bedrag der geldboeten, zullen die straffen nooit hoger gaan dan de daartoe thans aangenomen maxima, zonder dat hunne verhooging dient in aanmerking te worden genomen.

De Commissie stelde de vraag, of het bedrag der boete van rechtswege moest verhoogd worden, m. a. w. of, wanneer de Rechtbanken slechts de thans van kracht zijnde straffen toepassen, het Beheer der Financiën die straffen van rechtswege met twintig deciemen zou mogen verhoogen en de betaling van de aldus verhoogde boete zou mogen eischen van den rechtsonderhoorige. Na onderzoek was zij van oordeel, dat dit stelsel een ernstig bezwaar opleverde. De rechtsonderhoorige, die tot eene betrekkelijk lichte straf veroordeeld is en niet weet dat zij zal verhoogd worden, zou zich slechts voorbereiden tot het betalen van de ter terechtzitting uitgesproken boete en, wanneer het Beheer der Financiën de betaling van eene driemaal hoogere boete zou eischen, zou het hem niet zelden onmogelijk zijn te betalen. Om zoodanige toestanden te voorkomen, is de Commissie van meening dat de tekst van artikel 1 van het ontwerp dient te worden gewijzigd: na lid 1 zou een lid 2 ingevoegd worden, luidende: De hoven en rechtbanken stellen in hunne arresten of vonnissen vast dat de geldboete, ten laste van den betichte uitgesproken bij toepassing van het Strafwetboek, van de bijzondere wet of van de bijzondere reglementen, met twintig opdecimen is verhoogd bij toepassing dezer wet; tevens wordt het uit die verhooging voortvloeiende cijfer vermeld.

Mochten de rechtbanken nalaten die verhooging uit te spreken en alleen de thans bij de strafwet voorziene boeten toepassen, dan zou het Beheer der Financiën slechts de uitgesproken boete van den rechtsonderhoorige kunnen eischen. Dit zal, overigens, zich zelden voordoen, tenzij ten gevolge van een vergetelheid, die wellicht weinig voorkomen zal. In de meeste gevallen zal, door het beroep van het Openbaar Ministerie, de rechtsmacht uitspraak doende in beroep, het vonnis kunnen wijzigen door de wettelijke verhooging uit te spreken.

Kraachtens artikel 2 van het ontwerp gelden de verhoogingen niet:

1^o Voor de strafboeten wegens misdrijven gepleegd vóór het in werking treden dezer wet. Dat is eene toepassing van lid 2 van artikel 2 van het Strafwetboek, luidende: « Indien de straf, tijdens het vonnis vastgesteld, » verschillend is van die, welke tijdens het misdrijf was bepaald, wordt de » mindere straf toegepast. » Dat billijk beginsel meenen de ondertekenaars van het ontwerp en de Middenafdeeling te moeten eerbiedigen, ofschoon er, in het huidig geval, eigenlijk geen sprake is van de verhooging der straf;

2^o Voor een zeker getal onlangs ingevoerde wetten, waarbij de huidige toestand in aanmerking werd genomen bij het vaststellen van de daarin voorziene boeten.

Een lid der Commissie stelde de vraag, of de verhoogingen van toepassing zouden zijn op de boeten die, door de wet voorzien in toezaken, tegelijkertijd strafboeten en fiscale boeten zijn. Om hieromtrent elken twijfel weg te

nemen, achte uwe Commissie het noodig zich te wenden tot de Ministers van Justitie en van Financiën, die beiden het ontwerp hebben ingediend. Door beiden werd verklaard dat, volgens hen, de nieuwe wet niet van toepassing zou moeten zijn op gezegde boeten en dat bijgevolg deze niet dienen te worden verhoogd. De Commissie heeft zich daarbij aangesloten.

De Commissie meende ook, naar aanleiding van eene aanmerking door een harer leden, te moeten nagaan hoe, bij de uitvoering van de nieuwe wet, artikel 172 van het Boschwetboek zou dienen toegepast te worden. Dit artikel luidt : « In al de gevallen voorzien in dezen titel, zal de schadeloosstelling, met inbegrip van de waarde der in natura teruggegeven voorwerpen, niet lager mogen zijn dan de enkele boete door het vonnis uitgesproken ». Zal dit in de toekomst nog zóó zijn ? Zal de schadeloosstelling voortaan met twintig deciemmen verhoogd worden evenals de boete ? Of zal het minimum-bedrag gelijk blijven aan de minima-straffen, thans door het Wetboek vastgesteld ? De Commissie is van meening, dat het minimum dier schadeloosstelling niet moet gewijzigd worden.

Het onderzoek van het door de Regeering ingediend ontwerp gaf tot geen andere aanmerkingen aanleiding.

De Verslaggever,

L. PIRARD.

De Voorzitter,

E. BRUNET.

AMENDEMENT
PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE.

ARTICLE PREMIER.

Insérer, après le premier alinéa de l'article 1^{er} du projet, un alinéa conçu comme suit :

Les cours et tribunaux constateront, dans leurs arrêts ou jugements, que, par application de la présente loi, l'amende prononcée à charge du prévenu, en application du Code pénal, de la loi spéciale ou des règlements particuliers, est majorée de vingt décimes, en indiquant le chiffre qui résulte de cette majoration.

AMENDEMENT VOORGESTELD DOOR
DE MIDDEN AFDEELING.

EERSTE ARTIKEL.

Na lid 1 van artikel 1 van het ontwerp, een tweede lid toe te voegen, luidende :

De hoven en rechtbanken stellen in hunne arresten of vonnissen vast dat de geldboete, ten laste van den betichte uitgesproken bij toepassing van het Strafwetboek, van de bijzondere wet of van de bijzondere reglementen, met twintig opdecimmen is verhoogd bij toepassing dezer wet ; tevens wordt het uit die verhooging voortvloeiende cijfer vermeld.